

Perspectives pour l'économie mondiale

Les marchés des produits de base à la croisée des chemins

Moyen-Orient et Afrique du Nord

2009

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tendances récentes

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord a subi de plein fouet l'effet des changements survenus sur le marché mondial des produits de base au cours des trois dernières années, notamment en 2008⁴. Il s'en est suivi d'amples fluctuations des termes de l'échange, de la position des opérations courantes et des besoins de financement extérieur. Ces évolutions se sont produites parallèlement à une détérioration manifeste des déterminants extérieurs de la croissance et du contexte financier international. En dépit de cette situation, le PIB de la région est resté ferme en 2008, la demande intérieure

dopant la croissance, à travers le financement de l'investissement au moyen de l'investissement direct étranger (IED) en particulier. Comparé au taux plutôt élevé de 5,8 % enregistré en 2007, le rythme de croissance du PIB des pays de la région n'a pas changé en 2008. La baisse observée dans le secteur des hydrocarbures en République islamique d'Iran a contribué à ralentir la croissance des économies dominées par le pétrole, la ramenant de 6,4 % en 2007 à 5,8 %.

En revanche, la croissance des économies plus diversifiées a repris de la vigueur, passant de 3,8 % en 2007 à 5,7 %, impulsée par une forte reprise consécutive à la sécheresse au Maroc (tableau A7).

Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	91- 00 ¹	2005	2006	Est.	Prévision		
				2007	2008	2009	2010
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	3.7	4.2	5.3	5.8	5.8	3.9	5.2
PIB par habitant, \$ constants	1.6	2.5	3.6	4.0	4.0	2.2	3.5
PIB en PPA ³	4.8	4.3	5.4	6.3	5.7	3.8	5.0
Consommation privée	3.9	5.0	6.2	6.1	7.0	4.2	6.0
Consommation publique	4.2	5.6	4.2	1.8	8.7	5.4	5.4
Investissement en capital fixe	3.9	7.8	4.8	16.8	18.9	7.0	10.5
Exportations, BSNF ⁴	3.1	9.5	6.7	6.0	10.1	-2.1	4.9
Importations, BSNF ⁴	1.4	14.0	7.6	14.3	19.8	1.7	8.8
Exportations nettes, contribution à la croissance	0.4	-1.7	-0.6	-3.1	-4.3	-1.3	-2.2
Solde courant, en % du PIB	-0.3	10.9	14.9	12.8	13.5	6.0	4.1
Déflateur du PIB, valeur médiane	9.1	6.3	8.0	5.3	14.1	6.6	7.2
Équilibre budgétaire, % du PIB	4.0	5.5	0.7	1.3	2.0	0.0	-1.0
Pour Mémoire: PIB							
Région géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord ⁵	3.4	5.1	4.9	5.1	5.9	4.1	5.5
Ressources limitées - Main d'œuvre abondante ⁶	4.2	3.8	6.3	5.6	6.5	4.3	5.9
Ressources abondantes - Main d'œuvre abondante ⁷	3.3	4.6	4.5	6.1	5.1	3.6	4.5
Ressources abondantes - Imp. de main d'œuvre ⁸	3.0	6.5	4.2	4.1	6.0	4.3	6.0
République arabe d'Égypte	4.3	4.4	6.8	7.1	7.2	4.5	6.0
République islamique d'Iran	3.7	4.3	5.9	7.8	5.6	3.5	4.2
Algérie	1.7	5.3	1.8	3.1	4.9	3.8	5.4

Note: 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2000. 3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2000.

4. Exportations et importations, BSNF.

5. La région géographique comprend les pays à revenu élevé suivants : Arabie saoudite, Barhein et Koweït.

6. La république arabe d'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

7. L'Algérie, la Rép. islamique d'Iran, la République arabe de Syrie et la Rép. du Yémen.

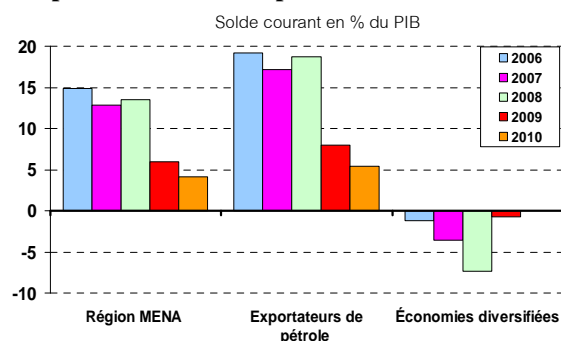
8. L'Arabie saoudite, Barheïn, le sultanat d'Oman et le Koweït.

Source : Banque mondiale

La région est largement tributaire de l'évolution des cours des produits de base

Au cours des années écoulées, la région a subi des changements difficiles liés à l'évolution des prix mondiaux des produits de base ; elle a connu des augmentations progressives puis une flambée des prix du pétrole brut, des denrées alimentaires (des céréales en particulier) et des matières premières entre 2005 et le milieu de 2008, ainsi qu'un éclatement aussi soudain qu'énergique de la bulle durant la seconde moitié de 2008. Sur le front positif de l'envolée des cours des produits de base, les pays en développement exportateurs de pétrole, à savoir l'Algérie, la République arabe d'Égypte (quoiqu'ayant une économie plus diversifiée), la République islamique d'Iran, la République arabe syrienne et la République du Yémen, ont accumulé 82 milliards de dollars de recettes supplémentaires durant la période 2003–07, avec un total de 130 milliards de dollars pour la seule année 2007. Durant la première moitié de 2008, ces revenus se sont accrus de 50 % de plus pour atteindre près de 200 milliards de dollars.

Figure A11 : Revirement spectaculaire des comptes courants sur la période 2008-2010



Source : Banque mondiale.

Toutefois, depuis lors, en raison de la crise financière et des perspectives d'une croissance mondiale beaucoup plus faible, le prix du pétrole a chuté de sa crête de près de 150 dollars le baril au début du mois de juillet à environ 65 dollars le baril à la fin octobre 2008. En conséquence de ces changements, les pays exportateurs de

pétrole connaissent à présent une baisse sensible des recettes pétrolières, des termes de l'échange et de l'excédent des comptes courants qui se manifesteront plus nettement en 2009 (figure A11).

Le solde positif des transactions courantes des pays exportateurs de pétrole a augmenté, quoique modérément, passant de 17,2 % du PIB en 2007 à 18,7 % en 2008. Cependant, la récession de l'économie en 2009 exercera une pression plus forte vers le bas sur les cours du pétrole et entraînera un fléchissement supplémentaire non négligeable de la demande mondiale de pétrole. L'excédent des comptes courants du groupe devrait accusé une forte baisse à 8 % du PIB en 2009 et à 5,4 % au plus tard en 2010. La croissance de l'économie réelle sera affectée par la contraction des revenus qui ne manquera pas d'accompagner la réduction en nombre d'ambitieux projets d'investissement ou le report de programmes envisagés. Parallèlement, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) tentera de freiner la baisse des cours du pétrole en réduisant la production, ce qui aura pour effet de nuire au secteur pétrolier de nombreuses économies, provoquant des effets d'entraînement dans le secteur économique non pétrolier et dans le secteur privé.

Les économies diversifiées de la région dont la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie sont, à des degrés divers, fortement tributaires des importations de pétrole et de produits dérivés du pétrole raffiné, ainsi que de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux, notamment le blé et les céréales secondaires. Les termes de l'échange de ces pays ont accusé un recul de 4,2 % en 2008, poussant à la hausse le déficit courant de ce groupe à 7,3 % du PIB (pour la première fois depuis la crise asiatique de 1997) contre 3,6 % en 2007 (voir la figure A11). À l'avenir, ces économies tireront parti de la baisse accrue des cours des produits de base jusqu'en 2010, et leur déficit courant devrait baisser de

0,7 à 0 % du PIB en 2009 et 2010 respectivement.

Les effets de la crise financière sont relativement peu visibles, mais plusieurs pays restent vulnérables

À ce jour, les effets directs de la crise financière sur la majorité des économies en développement de la région se sont avérés relativement modérés. Les banques et les sociétés d'investissement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ne détenaient pas de volumes importants de titres hypothécaires à risque élevé ou « actifs toxiques » (quoiqu'il puisse bien exister des problèmes liés à des portefeuilles de fonds souverains dans les États du Golfe). Des effets indirects se sont toutefois fait jour. Suite à l'annonce du plan de relance du secteur financier par les autorités américaines au début du mois d'octobre 2008, les spreads sur la dette souveraine ont augmenté de 170 points de base pour le Liban et de 100 points pour l'Égypte ; ces augmentations soutenaient toutefois la comparaison avec la hausse moyenne de 250 points de base pour l'ensemble des pays en développement à cette période. Par la suite, chaque pays étant confronté à un contexte marqué par des mesures concertées visant à réduire les taux dans l'ensemble des pays de l'OCDE, des plans renforcés de relance économique et le début du dégel des marchés du crédit, les spreads ont grimpé en Égypte atteignant 350 points, tandis qu'ils montaient en

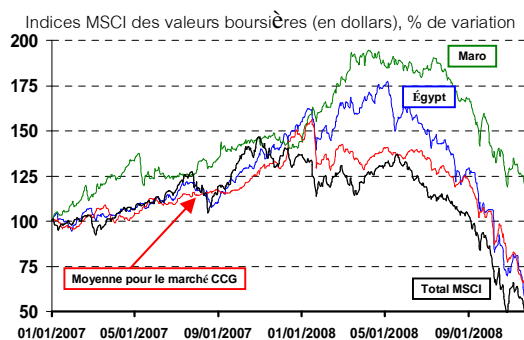
flèche au Liban, s'établissant à 730 points de base au début du mois de novembre.

Les marchés boursiers de la région ont suivi la tendance à la baisse prononcée observée de manière générale par les marchés émergents, alors que les investisseurs internationaux (et nationaux) retiraient les fonds placés dans cette classe d'actifs. Abandonnant les pointes observées dans la période entre le printemps et le début du mois de novembre 2008, la bourse égyptienne a reculé de 54 %, les indices boursiers marocains baissant pour leur part de 33 %, et les marchés du Conseil de coopération du Golfe affichant une baisse globale de 50 %, taux comparable aux 54 % de l'indice MSCI qui couvre l'ensemble des marchés émergents (figure A12).

Les apports bruts de capitaux en direction des pays de la région ont aussi diminué et pourraient baisser davantage. Les émissions obligataires se sont effondrées de deux tiers, passant de 4,6 milliards de dollars à 1,5 milliard de dollars entre la période de janvier à août 2007 et la même période en 2008. Les titres de participation ont accusé un recul, passant de 2,1 milliards de dollars à 750 millions de dollars, soit une chute de 65 % dans la même période. Mais l'augmentation des emprunts de 4 à 14 milliards de dollars dans la période considérée a permis de compenser le ralentissement au niveau d'autres éléments financiers. De plus, les données préliminaires de septembre font ressortir un mouvement baissier dans toutes les catégories de flux financiers en direction de la région. Le processus de réduction de l'effet de levier au niveau des institutions financières des pays à revenu élevé semble avoir favorisé la possibilité d'une baisse potentiellement forte des flux de capitaux, en particulier les prêts bancaires syndiqués et, à un moindre degré, les émissions obligataires de la région. Il est probable que cela entraîne des effets néfastes dans les pays, mais ce faisant, avec des résultats très diversifiés⁵.

De nombreux pays courent le risque de subir les effets négatifs des marchés financiers internationaux qui pourraient nuire à l'investissement et à la croissance. Ces pays

Figure A12 : Les marchés des valeurs de la région subissent de plein fouet l'impact de la crise financière



Source : Morgan-Stanley.

Note : Conseil de coopération du Golfe (CCG)

pourraient être affectés par les faiblesses inhérentes à leur structure macroéconomique (par exemple, une série de déficits importants du compte courant ou de déficits budgétaires) ; ils pourraient aussi être victimes de tensions persistantes mises plus en évidence par l'aversion accentuée pour le risque affichée par les investisseurs.

L'indice de vulnérabilité présenté au chapitre 1 (une mesure pondérée des risques encourus par un pays en raison de l'évolution des spreads sur les fonds souverains, des marchés boursiers, des taux de change et des apports bruts de capitaux) donne à penser que le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte comptent parmi les pays les plus affectés de la région, bien que la vulnérabilité de ces économies soit faible, comparée au risque moyen dans les autres régions. Dans l'hypothèse générale où le rétablissement de l'équilibre des marchés financiers prendrait plus de temps, ces pays pourraient se trouver confrontés à un risque de mouvement inverse des capitaux, de pressions sur les marchés boursiers, les taux de change et finalement sur l'investissement et la croissance.

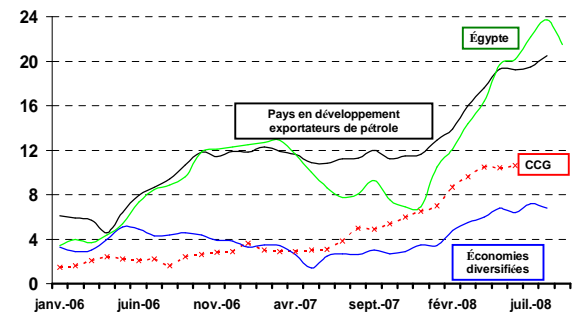
La production est contrastée, l'inflation plus que jamais élevée et les budgets de la région subissent des coupes sombres

La production industrielle des pays à économies diversifiées de la région s'est contractée à la fin de 2008, baissant de 8 % (pondérés par le PIB) durant le premier trimestre à 4,5 % au troisième trimestre (taux de progression d'une année sur l'autre). Cette baisse traduit bien la faiblesse grandissante des exportations en direction des principaux marchés européens et américains ainsi que le recul naissant de la demande intérieure. En revanche, la production des exportateurs de pétrole a progressé, abandonnant les chiffres négatifs du premier trimestre pour se loger à 3 % au troisième trimestre, tandis que la croissance des secteurs non pétroliers de l'Algérie et de la République islamique d'Iran prenait une bonne avance sur celle des hydrocarbures en proie à une situation morose. Toujours dopée par le rythme soutenu des projets de logement et d'immobilier commercial

à Bahreïn, au Qatar, en Arabie Saoudite et dans les Émirats arabes unis, la production dans les économies à revenu élevé du Conseil de coopération du Golfe a poursuivi sa progression rapide. La production a fortement progressé dans ce groupe de pays, passant de 3 à 10 % au troisième trimestre, le Qatar s'octroyant 12 %, l'Arabie saoudite se hissant à 11 % et les Émirats arabes unis affichant 20 % de croissance dans la même période.

La forte augmentation des prix du pétrole, des produits alimentaires et des aliments pour animaux (soit 50 % ou plus durant le premier semestre de 2008), combinée avec la surchauffe de la demande intérieure observée dans plusieurs économies de la région (notamment l'Égypte, la République islamique d'Iran et un certain nombre d'États membres du Conseil de coopération du Golfe), a entraîné une hausse prononcée de l'inflation des prix à la consommation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (figure A13). Les prix à la consommation sont montés en flèche, atteignant 7 % en août 2008, contre un très faible taux avoisinant 1,5 % au milieu de 2007 ; l'essentiel de cette croissance s'est concentrée en Jordanie où l'inflation a atteint 20 %.

Figure A13: Début de poussée inflationniste dans l'ensemble de la région MENA



Source : Données de la Banque mondiale.

Note : Conseil de coopération du Golfe (CCG)

Dans les pays en développement exportateurs de pétrole, l'inflation globale a franchi le seuil de 20 %, principalement en République islamique d'Iran où des mesures monétaires d'envergure ont provoqué la surchauffe, propulsant le taux d'inflation à 27 % ; en Égypte, les prix à la consommation ont augmenté à 24 %, stimulés principalement par la hausse des prix

alimentaires et l'expansion de la demande intérieure entretenue par la croissance de la masse monétaire.

L'inflation demeure un problème majeur pour la région. Bien que la forte dépendance à l'égard de la subvention des carburants et des denrées alimentaires permette de limiter les pressions inflationnistes, le coût budgétaire à payer en retour reste très élevé. En plus de ne pas contribuer à réduire les recettes budgétaires dont il aurait fallu disposer pour faire face à d'autres priorités telles celles examinées dans le chapitre 3, ces mesures tendent à être des mécanismes très inefficaces d'allègement de la pauvreté. Le subventionnement de l'énergie en Iran a dépassé le seuil de 20 % du PIB en 2007—08. En Égypte, les subventions consenties aux denrées alimentaires et à l'énergie ont augmenté respectivement à 1,9 et 6,9 % du PIB durant l'exercice budgétaire 2008, contre respectivement 1,3 et 5,5 % durant l'exercice budgétaire 2007. Les effets inflationnistes secondaires ont été exacerbés dans plusieurs pays qui ont réagi à la flambée des prix alimentaires en augmentant les salaires de certains groupes de travailleurs pour aider à atténuer les effets les plus préjudiciables aux conditions de vie.

Appuyée par de vastes IED, la demande intérieure soutient la croissance régionale

La forte progression des dépenses de consommation, en particulier dans l'investissement fixe, sont les principaux facteurs à l'origine de la croissance dans la région en 2008 —et ce d'autant plus que les exportations de pétrole des économies dominées par le pétrole ont été réduites dans le but de faire remonter les cours du pétrole brut, tandis que les exportations des économies diversifiées n'ont cessé de subir les effets de la contraction de la demande sur le marché des exportations. La région a enregistré une augmentation de l'investissement de l'ordre de 20 % en 2008, ce qui représente 3,4 points de pourcentage compris dans les 5,8 % de taux de croissance de la région, tandis que les dépenses de consommation ont augmenté de 7 % (voir le tableau A7). Les

grands projets d'investissement dans l'infrastructure, tels que le Programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) en Algérie, parviennent à se lier à des programmes homologues dans de nouveaux projets immobiliers, commerciaux et industriels dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ; pour l'essentiel, ils sont financés par les flux d'investissement étranger direct issus du Conseil de coopération du Golfe.

Au cours des dernières années, les IED se sont diversifiés allant de l'immobilier et des propriétés touristiques aux projets industriels et d'infrastructure. Les IED destinés aux pays en développement de la région se sont multipliés par plus de cinq, progressant de 4,7 milliards de dollars en 2000 à 26,4 milliards de dollars en 2006 ; les estimations préliminaires pour 2007 indiquent une légère baisse à 21,5 milliards de dollars, une tendance qui reflète bien la contraction des flux en direction de l'Égypte, de la Jordanie et de la Tunisie.

Au nombre des exemples récents de projets bénéficiant des IED figure le projet *Tunis Porte de la Méditerranée* qui vise à faire de Tunis un pôle régional des finances, des affaires et de la technologie. Les travaux ont déjà démarré, à concurrence d'un milliard de dollars sur un total de 25 milliards de dollars pour l'ensemble du projet qui devrait abriter 2 500 entreprises internationales et créer 350 000 emplois sur une période de 20 ans. En Jordanie, *Aqaba Development* a signé un contrat d'une valeur de 100 millions de dollars pour construire un port industriel à Aqaba destiné à l'exportation de potasse. Au Maroc, la construction d'une nouvelle usine automobile Renault/Nissan est en cours ; cette usine dont 90 % de la production est destinée à l'exportation favorisera la création d'environ 6 000 emplois directs.

Parmi les exportateurs de pétrole de la région, l'Algérie affiche une croissance en hausse en 2008 avec un taux de 4,9 % contre 3,1 % en 2007, alors que se poursuivaient, à un rythme soutenu, les gains de croissance, à hauteur de 6 % dans le secteur non pétrolier, notamment dans la construction et les services liés aux projets d'infrastructure (tableau A8). L'Algérie

est en bonne posture pour supporter les effets de la crise financière internationale ; à la fin du mois de septembre 2008, les réserves du pays s'élevaient à 140 milliards de dollars, soit 30 milliards de dollars de plus, comparé à la fin de 2007. La croissance en République islamique d'Iran a baissé de 7,8 % en 2007 à 5,6 %, en raison du recul de 2 % accusé par le secteur pétrolier. Le PIB global a été soutenu par l'industrie avec une croissance de 7,4 %, les services (6,8 %) et l'agriculture (6,2 %). La croissance est stimulée par des mesures budgétaires très expansionnistes, lesquelles ont fait monter le taux d'inflation à 30 % ; et les

dépenses publiques devraient augmenter davantage, eu égard aux échéances des élections présidentielles de 2009.

En Égypte, la croissance forte s'est poursuivie en 2008, le PIB progressant de 7,1 % en 2007 à 7,2 %, alors que le taux d'investissement franchissait le cap des 30 %, dans une grande mesure grâce aux investissements étrangers directs. Avec un total de 13 milliards de dollars (8,4 % du PIB) durant l'exercice 2008, contre 11 milliards de dollars pour l'exercice antérieur, l'Égypte est le plus grand bénéficiaire des IED dans la région. Le marché boursier égyptien a

Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives par pays

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	91-00 ¹	2005	2006	Est. 2007	Prévision		
					2008	2009	2010
Algérie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	1.7	5.3	1.8	3.1	4.9	3.8	5.4
Solde courant, en % du PIB	3.2	21.6	24.7	21.2	23.3	12.2	9.8
Égypte, Rép. arabe d'							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	4.3	4.4	6.8	7.1	7.2	4.5	6.0
Solde courant, en % du PIB	0.9	2.3	2.4	0.3	-5.1	-2.7	-1.3
Iran, Rép. islamique d'							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	3.7	4.3	5.9	7.8	5.6	3.5	4.2
Solde courant, en % du PIB	1.2	20.4	27.6	28.5	36.3	17.9	12.1
Jordanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	5.1	7.3	6.3	6.0	5.5	4.2	6.0
Solde courant, en % du PIB	-4.3	-17.7	-8.1	-13.9	-14.9	-0.8	0.0
Liban							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	7.2	1.0	0.0	2.0	5.5	4.0	4.5
Solde courant, en % du PIB	-	-12.8	-5.3	-8.7	-16.4	-6.5	-5.9
Maroc							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	2.4	2.4	7.8	2.7	6.2	4.0	6.0
Solde courant, en % du PIB	-1.4	1.7	2.0	-0.3	-4.5	1.0	1.7
République arabe syrienne							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	5.1	4.5	5.1	6.6	3.7	2.5	4.2
Solde courant, en % du PIB	1.0	1.0	2.7	1.2	2.4	-2.0	-3.3
Tunisie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	4.7	4.2	5.7	6.3	5.1	3.7	5.8
Solde courant, en % du PIB	-4.3	-1.1	-2.0	-2.6	-3.9	0.0	0.8
Yémen, Rép. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	5.5	4.6	3.2	2.8	2.7	5.7	4.0
Solde courant, en % du PIB	-4.3	3.7	8.1	-0.5	1.3	1.3	2.5

Note: 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2000.

3. Les chiffres indiqués pour la croissance et le compte courant sont des projections de la Banque mondiale et peuvent être différents des objectifs indiqués dans d'autres documents de la Banque.

4. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, l'Irak, la Libye et la Cisjordanie et Gaza.

Source : Banque mondiale

cependant été sévèrement frappé par la récente crise financière, l'indice CASE baissant de plus de 50 % depuis mai 2008. La firme *Moody's and Fitch* avait précédemment revu les perspectives à la baisse, modifiant la note Ba1 synonyme de stabilité administrée au pays pour la remplacer par une note négative, invoquant l'inflation et le déficit budgétaire comme premières sources d'inquiétude. L'Égypte semble figurer parmi les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à être les plus vulnérables aux répercussions éventuelles de la situation qui prévaut sur les marchés financiers internationaux.

En Syrie, la demande intérieure soutenue par la progression de la production dans les transports, la communication, les finances, l'immobilier et l'administration publique, est à la base de la croissance de 3,7 % affichée en 2008. La baisse de la production pétrolière représente le principal défi auquel est confrontée l'économie. La production de pétrole a baissé de 23 % entre 2003 et 2007, accentuant le besoin d'élargir le champ d'activité pour y incorporer des activités du secteur privé non liées au pétrole. Une baisse comparable de la production pétrolière en République du Yémen continue d'affecter durement l'économie du pays, limitant la croissance du PIB à 2,7 % en 2008, même si la mise en place d'importantes installations de gaz naturel en 2009 devrait stimuler la croissance de plus de 3 points de pourcentage le moment venu.

Parmi les économies les plus diversifiées de la région, le Maroc a amorcé une reprise rapide avec une croissance de 6,2 % en 2008 contre les 2,7 % enregistrés en 2007 eu égard à la sécheresse. Ces résultats de croissance sont sous-tendus par la vigueur des secteurs non agricoles, en particulier les télécommunications, les services financiers et la construction. Les mesures prises à l'effet de maîtriser les prix intérieurs—le subventionnement des produits alimentaires et des carburants, la suppression provisoire des droits de douane sur les céréales, et les actions de lutte contre la spéculation sur les prix—ont permis de maintenir l'inflation générale à un niveau relativement bas, comparativement à nombre de pays de la région. Il reste toutefois que le niveau des subventions a triplé en deux ans, atteignant près de 6 % du PIB

en 2008. En Tunisie, le PIB a reculé, le taux de croissance passant de 6,3 % en 2007 à 5,1 % en 2008, pour une grande part à cause de la dégradation des conditions extérieures, en particulier le ralentissement de l'activité économique dans l'Union européenne. Dans le cadre de l'Accord d'association UE-Tunisie, le reste des tarifs douaniers imposés aux importations issues de l'Union européenne ont été supprimés en janvier et des mesures ont été prises dans le secteur financier pour réduire les prêts risqués et non performants en améliorant l'évaluation des risques de crédit. Durant les sept premiers mois de 2008, l'investissement étranger dans le secteur industriel a augmenté de 47,2 %, se concentrant moins sur les IED dans le tourisme.

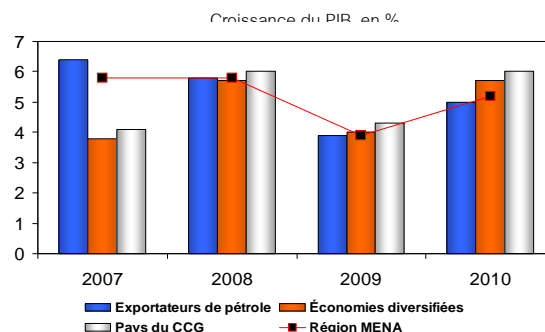
En Jordanie, la croissance s'est contractée, s'établissant à 5,5 % contre 6 % en 2007, dans un contexte marqué par une demande intérieure toujours forte, financée en grande partie par d'importants flux de capitaux. Le volume important des dépenses publiques en 2008 (et les dépenses anticipées dans le projet de budget de 2009) donne à penser que les pressions budgétaires et financières se poursuivront à court terme. L'augmentation des prix du carburant et des denrées alimentaires, couplée aux mesures budgétaires expansionnistes, a entraîné la poussée inflationniste au-delà de 22 % en août, et le déficit courant s'est accentué pour atteindre près de 15 % du PIB durant l'année. Cette situation fait courir à la Jordanie le risque d'une interruption des flux de capitaux privés à court terme, mais l'aide publique au développement et les transferts de fonds des travailleurs devraient aider le pays à couvrir le déficit financier potentiel. Enfin au Liban, le PIB s'est établi à 5,5 % en 2008, contre 2 % en 2007, grâce à une forte augmentation des dépenses de consommation. Parallèlement, les prix des denrées alimentaires et des carburants ainsi que le volume important de la masse salariale du secteur public ont contribué à provoquer un taux d'inflation élevé, supérieur à 10 %. Le Liban est parvenu à financer son énorme déficit commercial en renforçant l'exportation des services et en attirant des flux financiers nets plus élevés de l'étranger.

Perspectives à moyen terme

Le ralentissement de l'économie mondiale et la crise financière pèseront de leurs effets sur la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais moins sévèrement qu'en Europe et en Asie centrale ou en Asie du Sud par exemple, régions dans lesquelles la vulnérabilité et la fragilité des pays face aux premiers effets de la crise sont nettement plus prononcées. Au moment où la demande mondiale de pétrole connaît une forte baisse, toutes décisions des exportateurs de pétrole de la région visant à réduire la production pour établir des cours « planchers » contribueront largement à déterminer les profils de croissance. En outre, le passage d'une situation de recettes exceptionnelles à une situation marquée par des excédents courants inférieurs à 6 % du PIB d'ici 2010, des recettes pétrolières beaucoup plus faibles, des conditions de crédit plus rigides, et par une plus faible demande des exportations de la région (le tourisme compris) devrait provoquer une forte décélération de l'investissement qui s'établirait à 7 % en 2009 après une croissance de 18,9 % en 2008.

En conséquence de cela, le PIB de la région devrait régresser, passant de 5,8 % en 2008 à 3,9 % en 2009. La croissance des pays exportateurs de pétrole et des économies diversifiées devrait tomber à environ 4 % en 2009 (figure A14). La reprise projetée en 2010 en s'appuyant sur l'hypothèse d'une résolution rapide de la crise financière dans les pays à revenu élevé et sur une reprise modérée de la croissance des pays de l'OCDE devrait voir le PIB remonter à 5,2 %, entraînée par le retour à un taux de croissance de 5,7 % des économies diversifiées. L'augmentation très graduelle de la demande mondiale de pétrole entravera probablement la progression du PIB dans les pays exportateurs de pétrole, la limitant à 5 % en 2010. Principalement en raison de la réduction de la production, les volumes d'exportation devraient baisser à 2,1 % en 2009, alors que les excédents de transactions courantes de la région tomberont à 6 % du PIB, contre 13,5 % en 2008.

Figure A14 : Ralentissement notable de la croissance en 2009



Source : Banque mondiale.

S'il est vrai que le redressement économique de la région anticipée à l'horizon de 2010 dépend de la remontée des volumes d'exportation et d'une augmentation modérée de l'investissement, cela passe avant tout par une progression des dépenses des ménages de l'ordre de 1,8 point de pourcentage pour obtenir une croissance de 6 %, à mesure que la hausse initiale des prix des produits de base et l'inflation des prix à la consommation s'atténuent, faisant place à une stabilisation progressive et à une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. Le solde courant de la région devrait continuer de se rapprocher de quelque 4 % du PIB, créant un ensemble de « conditions initiales » nouvelles susceptibles de favoriser les changements qui marqueront l'entrée dans la prochaine décennie.

Risques

Les incertitudes qui entourent l'évolution moyenne des prix du pétrole constituent probablement le facteur de risque le plus élevé pour la région. Le niveau auquel se stabiliseront les prix mondiaux du pétrole, sur la base des fondamentaux et des pressions exercées par l'OPEP, déterminera la dynamique de croissance potentielle des économies de la région dominées par le pétrole. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse de prix mondiaux du pétrole brut se situant entre 65 et 75 dollars le baril jusqu'en 2010, évoluant ensuite vers un prix d'équilibre réel de 60 dollars le baril (2007) d'ici 2015. Cependant, dans l'hypothèse que le taux de croissance du PIB des pays en développement tombe en-dessous des 4,5 % anticipés pour 2009, il est possible que ces prévisions de prix

augurent d'importants effets néfastes. Si une répétition du scénario de 1985-86 où les cours du pétrole ont plongé à 10 dollars le baril n'est pas envisageable, la probabilité de passer au-dessous du seuil de 50 dollars le baril n'est pas à écarter, cela s'accompagnant des mesures d'ajustement qui s'imposeront aux exportateurs de la région.

La deuxième source d'inquiétude pour la région réside dans l'éventualité de remous au sein de la population, face aux conditions potentiellement difficiles que créerait une récession économique mondiale. Une contraction des transferts de fonds entraînerait des conséquences directes sur les familles démunies qui ont besoin de revenu, condition nécessaire pour assurer la consommation des ménages. Par ailleurs, la pression sur les budgets des États se poursuivra en partie pour continuer à subventionner les biens de première nécessité.

Notes

4. Le présent rapport couvre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ; il ne traite donc pas des économies à revenu élevé, à savoir Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. En outre, un certain nombre de pays à revenu intermédiaire et de pays à revenu élevé ne peuvent pas être inclus dans ce rapport en raison d'insuffisance de données les concernant : Djibouti, Iraq, Libye, et Cisjordanie et Gaza. Pour se faire une idée des évolutions récentes et des perspectives concernant un plus grand nombre d'économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, consulter *Economic Developments and Prospects, 2008*, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Banque mondiale 2008.

5. Plusieurs pays membres du Conseil de coopération du Golfe ont réagi vigoureusement pour éviter la propagation de la crise financière. Le 13 octobre, le Qatar a lancé un plan d'une valeur de 5,3 milliards de dollars pour acquérir jusqu'à 20 % de participation dans les banques cotées à la bourse de Doha. Un jour plus tôt, les Émirats arabes unis avaient annoncé qu'ils garantiraient la totalité des dépôts et de l'épargne dans les banques nationales ainsi que

toutes les transactions interbancaires dans les Émirats. L'Arabie saoudite pour sa part a abaissé les taux d'intérêt dans la foulée des mesures prises par la Réserve fédérale américaine, non sans indiquer que quelque 40 milliards de dollars seraient mis à la disposition des banques locales.